



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ



Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc - 5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage - 94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION :

**PRESTATION D'ETUDE DE TYPE EVALUATION DES IMPACTS DE LA MARQUE
« ESPRIT PARC NATIONAL »**

MARCHE ORDINAIRE CONCLU SELON LA PROCEDURE ADAPTEEE

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP)
(Articles L. 2123-1 et R. 2123-1)

Marché n° 2025-MAPA14

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE.....	3
1.1. OBJET DU MARCHE.....	3
1.2. ALLOTISSEMENT	4
1.3. PROCEDURE, FORME DU MARCHE.....	4
1.4. MONTANT DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 : DURÉE	4
2.1 DUREE DU MARCHE.....	4
2.2. DELAI D'EXECUTION	4
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
4.2. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	5
4.3. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	5
4.4. VERIFICATION ET ADMISSION	6
4.5. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 5 : PRIX	7
5.1 NATURE DES PRIX.....	7
5.2 CONTENU DES PRIX	7
ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	7
6.1 PAIEMENT	7
6.2 AVANCE.....	7
6.3 ACOMPTE	7
6.4 MODALITES DE FACTURATION.....	8
6.5 CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE.....	9
6.6 - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 7 : PENALITES.....	9
7.1 CALCUL DES PENALITES	9
7.2 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	9
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	10
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
9.1.1 OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS.....	10
9.1.2 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	10
9.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	10
ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	10
ARTICLE 11 : PROPRIETES INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE	11
11.1 PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
11.2 PROPRIETE PATRIMONIALE	11
ARTICLE 12 : RESILIATION	11
ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS	11
ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	12
ARTICLE 15 : ASSURANCES	12
ARTICLE 16 : DIFFERENDS	12
ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-PI.....	13

PRESENTATION

Créé au 1er janvier 2020 par la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019, l'Office français de la biodiversité (OFB) est sous la tutelle des ministères en charge de l'environnement et de l'agriculture. L'OFB est responsable de missions de connaissance, recherche et expertise sur les espèces, leurs milieux et les usages, de police de l'environnement et de police sanitaire de la faune sauvage, de l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques, de la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels, de l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société.

Un grand nombre d'espaces naturels protégés sont gérés directement ou rattachés à l'OFB : ce dernier cas est celui des parcs nationaux français. À ce titre, OFB assure pour leur compte des services communs et anime des groupes de travail inter-parcs nationaux afin de mutualiser les expériences, élaborer des stratégies communes, construire des projets collectifs. L'OFB est également propriétaire de la marque collective Esprit parc national, déployée par le réseau des parcs nationaux depuis 2015 dans le respect de l'environnement et de la biodiversité.

Les parcs nationaux de France sont des espaces naturels protégés, terrestres et maritimes, dont le statut reconnu de "territoires d'exception" rayonne à l'international. Ils comprennent des paysages exceptionnels, une faune et une flore remarquables. Dans ces territoires d'exemplarité, la vocation est la protection de la nature, sa connaissance par le plus grand nombre et l'accompagnement des acteurs économiques qui en vivent. Leur mode original de gouvernance et de gestion leur permet d'en préserver les richesses. Espaces de découverte de la nature et de ressourcement, ils attirent chaque année plus de 10 millions de visiteurs.

En 2025, la France compte 11 parcs nationaux : Vanoise (1963), Port-Cros (1963), Pyrénées (1967), Cévennes (1970), Ecrins (1973), Mercantour (1979), Guadeloupe (1989), La Réunion (2007), Guyane (2007), Calanques (2012) et le parc national de forêts (2019). Leurs missions fondamentales sont :

- connaître et protéger le patrimoine naturel et culturel,
- accompagner les acteurs locaux dans une dynamique de développement durable,
- faire connaître, accueillir, et sensibiliser les visiteurs sur ces enjeux,
- contribuer aux politiques régionales et nationales de développement durable et de protection du patrimoine.

Le territoire d'un parc national est composé de 2 espaces distincts : le cœur où s'exerce une réglementation spécifique pour la protection de la nature, et une aire d'adhésion, résultat de l'adhésion des communes au projet du territoire.

Chaque parc national est géré par l'établissement public du Parc national, dont le Conseil d'Administration est composé de représentants des collectivités territoriales, des services de l'État et de personnalités qualifiées dans les domaines d'activité concernés. La loi du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux a modifié la gouvernance des établissements publics de parcs nationaux : l'ancrage local est renforcé, les outils juridiques sont modernisés. Les aires d'adhésion des parcs nationaux sont désormais dotées de projets de territoire intitulés Chartes des parcs nationaux. Construite collectivement avec les communes et les acteurs du territoire, chaque charte de parc national s'appuie sur un diagnostic et une vision partagée des enjeux du territoire, et indique pour 15 ans les objectifs et les orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable retenues pour le territoire. Dans l'aire d'adhésion, les acteurs portent donc une responsabilité partagée de développement durable, fondée sur la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager.

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

La marque Esprit parc national a été développée par Parcs Nationaux de France (PNF), un établissement public fédérant les différents parcs nationaux français dans le but de promouvoir les produits et services proposés par les acteurs économiques des territoires des parcs nationaux de France. Lancée au niveau national le 22 juillet 2015, la marque est un outil concret de mise en œuvre de la charte, qui conforte la mission d'accompagnement des acteurs économiques et contribue ainsi à une meilleure acceptation sociale des parcs nationaux dans leurs territoires. Pour rappel, la loi de 2006 précisait plus spécifiquement que « La marque collective atteste que les produits et les services, issus d'activités exercées dans les parcs nationaux,

s'inscrivent dans un processus écologique en vue notamment de la préservation ou de la restauration de la faune et de la flore. »

L'objectif principal de la présente consultation consiste donc en une étude de type évaluation des impacts de la marque « Esprit parc national »

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Clause environnementale :

L'objet même du marché vise une étude contribuant à la maîtrise des impacts environnementaux.

Dans un souci de cohérence et d'exemplarité, le prestataire doit porter une attention pour prendre en compte les objectifs de développement durable dans l'exécution des prestations

1.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti, conformément aux articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, compte tenu que l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet, les différentes prestations demandées s'articulent entre elles, sont étroitement liées et indissociables pour pouvoir produire les livrables requis.

1.3. Procédure, forme du marché

La procédure de passation est la procédure adaptée, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code la Commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire, mono-attributaire.

N° Lot	Forme	Budget maximum € HT	Modalité d'attribution	Durée
Lot unique	Marché ordinaire à prix global et forfaitaire sur la base de la DPGF	130 000 € HT	Mono Attributaire	12 mois

1.4. Montant du marché

Le marché est passé sans montant minimum avec un montant maximum de 130.000 € HT.

Le montant du marché sera arrêté par le montant de l'offre attribuée au prestataire retenu à l'issue de la consultation.

ARTICLE 2 : DURÉE

2.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 (douze) mois à compter de sa date d'effet établie au 05 janvier 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Il ne pourra pas être reconduit.

2.2. Délai d'exécution

En conformité avec les clauses du CCTP ou d'un éventuel ordre de service, le délai d'exécution du marché est précisé dans le calendrier proposé sur la base du planning d'exécution transmis par le candidat.

2.3. Prolongation du délai d'exécution du marché

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur et
- Le délai supplémentaire demandé.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et **réputé connu par le titulaire** ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

Le CCAG-PI est téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent C.C.A.P, du C.C.T.P ou CCAG-PI.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCTP.

4.1. Lieu d'exécution des prestations

En fonction de leur nature, les prestations pourront avoir lieu soit en visioconférence soit en présentiel au besoin dans les locaux de l'OFB au site de l'OFB situé à Pérols (cf. CCTP).

4.2. Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de vingt jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de vingt jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de vingt jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32.

4.3. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-PI, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

4.4. Vérification et admission

4.4.1 Opération de vérification :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

4.4.2 Admission :

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG-PI.

Par dérogation, à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vingt jours calendaires pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Le cas échéant, ce délai de 20 jours passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission, par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI.

4.4.3 Point de départ du délai pour les opérations de vérification :

Le point de départ du délai est la date de remise des livrables par le titulaire en version finale ou de livraison des prestations au pouvoir adjudicateur.

Ce délai, débutant à la date de remise des livrables en version finale pour les opérations concernées, ne constitue pas un obstacle au démarrage des opérations suivantes.

4.4.4 Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures pour les vérifications.

4.4.5 Ajournement, réfaction, rejet :

Ces opérations d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectuent conformément aux articles 29.2 à 29.4 inclus.

4.4.6 Garantie(s) des prestations :

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, il n'est pas prévu de durée de garantie pour les prestations.

4.5. Arrêt de l'exécution des prestations

A l'issue de chaque phase telle que définie dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), les prestations pourront cesser définitivement conformément à l'article 22 du CCAG-PI.

Cet arrêt ne donne pas lieu au versement d'une indemnité au profit du titulaire.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix forfaitaire. Il est établi en euros.

Les prix sont fixés dans l'acte d'engagement et dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables. Les prix sont actualisables lorsqu'un délai de trois mois minimum s'écoule entre la date de notification du marché et le début d'exécution des prestations objet du marché. Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

5.2 Contenu des prix

Les prix renseignés dans l'AE sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

6.1 Paiement

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (B.C.E) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

6.2 Avance

En application des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 puis de l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique, une avance de 5% est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En application des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 puis de l'article R. 2191-7 alinéa 3 du Code de la commande publique, le taux de l'avance fixé est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise (PME)¹.

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

6.3 Acompte

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.2 du CCAG/PI. Cette demande devra être remise dans les conditions indiquées à l'article 8.4 du présent CCAP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

¹ Telle que définie par la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.
2025-MAPA14 – Evaluation des impacts de la marque Esprit Parc National - CCAP

Le paiement des acomptes est échelonné en fonction de l'avancement des prestations, comme indiqué ci-après :

- 30% suite à la réunion de lancement du projet
- 30% suite à la livraison (et service fait) des résultats intermédiaires (déploiement des outils, collectes de données et production de résultats intermédiaires avec a minima réponses aux questions évaluatives)
- 40% suite à la livraison (et du service fait) des résultats finaux (la production des recommandations stratégiques et opérationnelles argumentées et la production des résultats finaux sous forme de rapport (analyse évaluative et recommandations consolidées en version provisoire puis définitive après corrections si besoin).

6.4 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence du marché (n°**2025-MAPA14**) ;
- l'objet du marché ;
- n° du bon de commande valide – concerne uniquement les réunions « supplémentaires » éventuelles (sur facture ou dans le champs CHORUS) ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée (phase n° ou UO avec mention partielle ou totale) ;
- le montant HT et TTC à payer et annotée en lettre pour les factures manuscrites ;
- Article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)² à.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015. ;**
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : DGDMS/DAPEM/SPNRAP

² Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/MILLESIME/XXXXXXX

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur. Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

6.5 Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la Directrice des Finances
12, Cours Louis Lumière – 94300 VINCENNES

6.6 - Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1 Calcul des pénalités

Le pouvoir adjudicateur applique des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant servant de base au calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros.

7.2 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'OFB, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues l'article 10 (résiliation) du présent cahier des clauses particulières.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du CCP.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

9.1 Obligations du titulaire

9.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché. Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans les bons de commande.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCAP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

9.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

9.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.
- Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 10. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI sont pleinement applicables.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 11 : PROPRIETES INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE

11.1 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG-PI, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférente aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Toute publication ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'OFB. De même, toute communication en lien avec ces études et travaux devra faire l'objet d'un porté à connaissance auprès de l'OFB pour accord.

11.2 Propriété patrimoniale

L'ensemble des données produites dans le cadre de la présente prestation (données brutes, élaborées et de synthèse) seront de propriété patrimoniale publique et à ce titre versées dans une ou plusieurs des bases de données publiques accréditées par le Système d'Information sur la Nature et les Paysages (information sinp@aires-marines.fr sur les bases accréditées) pour les données relatives à ces thématiques, dans un autre système d'information de l'Etat pour les autres thématiques (SIEau pour les données sur l'eau...).

Si les travaux aboutissent à une production audiovisuelle (clichés, vidéos...) par le candidat, celui-ci cède à l'OFB, pour la durée légale de protection des droits d'auteur, les droits d'exploitation de ces œuvres, dans le cadre de toute exploitation à des fins non commerciales. Cette production devra être fournie dans un format permettant de disposer de toutes les métadonnées nécessaires.

Le crédit obligatoire sera le suivant : Nom de l'auteur/Office français de la biodiversité.

L'ensemble des données seront mises à disposition de tous publics dès leur jour de validation et selon les contraintes techniques de mise à disposition.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS

Le titulaire produit dans les dix jours qui précèdent la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'UGAP à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 43) du CCAG-PI, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)³ :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie statistiques et techniques de l'achat public
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS

³ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.
2025-MAPA14 – Evaluation des impacts de la marque Esprit Parc National - CCAP

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite⁴.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI
4.2 - Remplacement des intervenants	3.4.3
4.4.2 - Admission	28.2 29
4.4.4 - Présence du titulaire	28.5
4.4.6 - Garantie(s) des prestations	30
7.1 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1.1 14.1.2 14.1.3
11.1 – Propriété intellectuelle	35.3.1

⁴ <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>